

Initiatives ministérielles

Comme un des membres du Congrès m'a fait observer ceci, lors d'une discussion sur nos problèmes mutuels. «Vous savez, m'a-t-il dit, l'économie nous pose des problèmes énormes, tout comme le régime de soins de santé d'ailleurs, mais si notre pays est aussi merveilleux que nous aimons à le croire, nous allons sortir du marasme. Peut-être pas avant l'été, voire l'automne ou même l'année prochaine, mais nous en sortirons. Nous devons nous accrocher à cet espoir.» Mais le problème du régime de soins de santé aux États-Unis, lui, n'est pas près de disparaître. Il persistera même après la relance économique.

Je m'étonne que nous cherchions à imiter nos cousins du Sud dans certains cas. Je pense, entre autres, au libre-échange et autres domaines où nous essayons d'établir des règles du jeu équitables. Dans celui des soins de santé, toutefois, ce sont eux qui prennent exemple sur nous. Et, que faisons-nous? Nous démolissons notre régime. Nous avons des années et des années d'avance sur eux dans ce domaine.

En terminant, laissez-moi vous dire que le projet de loi à l'étude me contrarie beaucoup. Pour en revenir au Régime d'assistance publique du Canada, j'estime que les Canadiens ont su se doter en 24 ans d'un système d'assistance sociale qui se compare avantageusement à tout ce qui existe ailleurs dans le monde. Sanctionné par une loi fédérale, le RAPC leur a en outre donné un fort sentiment d'appartenance. Mais voici que cette mesure législative vient retirer aux Canadiens l'avantage extraordinaire dont ils jouissaient, les privant dans une certaine mesure de leur identité à un moment pour le moins inopportun pour notre pays.

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de donner mon avis sur le projet de loi C-32, par lequel le gouvernement fédéral se propose de plafonner les contributions qu'il verse à l'Ontario, à la Colombie-Britannique et à l'Alberta au moyen du Régime d'assistance publique du Canada.

Je vais le faire de deux points de vue: en tant que députée de la région de Hamilton, qui sera durement touchée par cette mesure et en tant que porte-parole des personnes handicapées qui seront également très affectées.

J'ai les dernières statistiques concernant les assistés sociaux dans la municipalité de Hamilton—Wentworth. En l'espace d'une année, le nombre d'assistés sociaux est passé de 18 000 à 26 000. J'aimerais faire remarquer que ce problème est directement attribuable aux mesures

économiques du gouvernement. Un grand nombre d'assistés sociaux le sont parce qu'ils n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage et qu'ils ne peuvent pas trouver un autre emploi. Nombre d'entre eux ont perdu leur emploi dans le secteur manufacturier par suite de l'Accord de libre-échange conclu par les conservateurs, ou encore parce que la TPS a tué les petites entreprises—notamment dans les secteurs de la vente au détail et de l'industrie de l'accueil, en raison des achats transfrontaliers qui ont augmenté depuis l'entrée en vigueur de la TPS.

Si ces gens ont perdu leur emploi, c'est à cause du gouvernement qui a aussi augmenté les cotisations d'assurance-chômage et réduit les prestations aux chômeurs afin qu'ils cessent plus rapidement de toucher des prestations à ce titre; et voilà qu'à présent, il réduit l'aide sociale. C'est le principe des répercussions en cascade appliqué à la pauvreté et c'est une honte. Après avoir fait de folles dépenses, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario se rend compte qu'il ne peut plus se permettre de verser des prestations d'aide sociale suffisantes afin de permettre aux gens et à leur famille de vivre dans la dignité.

• (1200)

Entre les demeurés sur le plan social que sont les responsables à Ottawa et les demeurés sur le plan économique que sont les responsables à Queen's Park, il est étonnant qu'il y ait encore des emplois en Ontario.

Je dois dire que l'incompétence de ces deux gouvernements augure bien des chances que mes collègues libéraux et moi avons d'être réélus. Hélas, ce n'est certes pas une consolation pour les sans-abri, les chômeurs et les milliers d'enfants qui font la queue chaque jour devant les banques d'alimentation.

Le gouvernement dit plafonner les contributions versées à l'Ontario dans le cadre du RAPC parce que c'est une province riche. J'inviterais les députés d'en face à venir à Hamilton parler avec les sidérurgistes qui ont perdu leur emploi ou parcourir les rues et voir les devantures bardées de planches des commerces et autres entreprises qui ont fait faillite. Je me permets de vous dire que ces gens-là ne pensent plus que l'Ontario soit une province riche. Le gouvernement oublie que, relativement parlant, l'Ontario a souffert davantage que les autres provinces de la récession actuelle.

Bien sûr, le ministre des Finances continue à nous dire que les politiques économiques du gouvernement visent toutes à réduire le déficit. Elles constituent une «restructuration nécessaire». J'aimerais que le ministre aille ex-